



HAL
open science

La construction d'un "pays" symbolique : le cas de la Barcelone des agrégations (1897-1910)

Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. La construction d'un "pays" symbolique : le cas de la Barcelone des agrégations (1897-1910). Les Cahiers du GERHICO, 2003. hal-01674113

HAL Id: hal-01674113

<https://hal.science/hal-01674113v1>

Submitted on 16 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une Histoire des « pays »

*Tables rondes, Poitiers
1999-2000*

Textes rassemblés par
D. GUILLEMET et J. PERET

LES CAHIERS DU GERHICO n° 5, 2003

Travaux du *Groupe d'Etudes et de Recherches Historiques
du Centre-Ouest atlantique*

UNIVERSITÉ DE POITIERS
U. F.R. des Sciences Humaines et Arts
Maison des Sciences de l'Homme et de la Société

Stéphane MICHONNEAU¹

**LA CONSTRUCTION D'UN "PAYS" SYMBOLIQUE :
LE CAS DE LA BARCELONE DES AGRÉGATIONS (1897-1910)**

En 1897, la ville de Barcelone intègre les sept communes environnantes qui composent la plaine barcelonaise. Le processus d'agrégation se complète en 1904 avec la commune d'Horta et se termine en 1922 avec celle de Sarrià. De 1897 à 1910, Barcelone passe ainsi de 323 000 habitants à 516 000, soit un gain de 133 000 habitants, 37,4 % du total démographique de la métropole. En terme de nombre de rues, la capitale qui en comprenait 631 en a désormais 1714 : elle a donc gagné 1083 rues d'un coup, c'est-à-dire beaucoup plus qu'elle n'en contenait au départ. La surface communale fait alors plus que doubler.

Aussitôt promulgué le décret d'agrégation, le 20 avril 1897, une commission municipale se met en place afin d'unifier les noms de rue de la Grande Barcelone : en effet, les ordonnances municipales stipulent qu'un nom de rue ne peut être répété dans la même commune. Mais le problème du redoublement des toponymes met dix ans à se résorber. Il faut effectivement attendre le 5 septembre 1907 pour que la nouvelle nomenclature officielle voie le jour, subissant encore quelques rectifications de détail par la suite. Il vaut mieux prendre en considération les listes définitives parues le 19 décembre 1910. Il aura fallu compter treize années pour que la question des doublets trouve une solution. Dans la mesure où la seconde moitié du XIX^e siècle espagnol avait accéléré l'homogénéisation des répertoires de nomenclature urbaine, la *Ponencia de rotulación y numeración de las calles* dirigée par l'historien Francesc Carreras Candi s'affronta à tâche gigantesque.

Le problème de l'agrégation a un triple intérêt. Il permet d'abord d'étudier l'instrumentalisation politique de la nouvelle nomenclature dans le sens de sa catalanisation. Ensuite, l'homogénéisation du registre des noms permet de construire un espace symbolique unifié autour de la capitale : on peut parler ici de *pays symbolique* construit dans les esprits. Enfin, il est possible de déterminer qui sont les acteurs de cette construction symbolique : à Barcelone, une société commémorante tend à monopoliser le pouvoir de désigner à l'ensemble du pays son passé.

¹ Maître de Conférences en Histoire contemporaine, Université de Poitiers, GERHICO

La situation de départ.

Avant d'aborder la question complexe de la catalanisation des référents toponymiques de Barcelone, il faut souligner un fait d'importance : depuis qu'en 1714 Barcelone fut conquise par les troupes franco-espagnoles de Philippe V, le Bourbon, à l'issue de la guerre de Succession d'Espagne, le territoire de la plaine barcelonaise est soumis à une forte contrainte militaire qui interdit à la Cité Comtale le moindre agrandissement. Cela a entraîné la croissance de plusieurs noyaux villageois et urbains au-delà d'un périmètre de 2,5 km autour des enceintes de Barcelone. Avec la précoce révolution industrielle que connaît la Catalogne au XIX^e siècle, la structure urbaine polynucléaire s'est renforcée. On peut aisément distinguer autour du centre ancien une première couronne de villages qui, très tôt, furent agrégés à Barcelone (La Barceloneta, Hostafrancs notamment), puis, en retrait, une seconde couronne d'agglomérations plus ou moins importantes : Gràcia en tout premier lieu qui comprend en 1897 62 000 habitants mais aussi, Sant Martí de Provençals (52 000 hbts), Sant Andreu de Palomar (17 000 hbts), Les Corts ou Sans (environ 7 000 hbts).

Lorsqu'en 1863, Barcelone fut enfin autorisée à abattre ses murailles, elle conçut un plan d'occupation des sols de grandes étendues laissées vacantes entre la première et la seconde couronne d'agglomérations : C'est le célèbre *Ensanche* de l'ingénieur Cerdà qui remporte la mise. En 1897 déjà, l'*Ensanche* comprend 108 000 habitants, soit un habitant sur cinq de la capitale catalane. En 1863 également, la municipalité a confié à un intellectuel local issu des rangs de la *Renaixença*, la renaissance culturelle catalane qui se développe à partir des années trente du XIX^e siècle, Victor Balaguer, le soin de dénommer une fois pour toutes les nombreuses rues de l'*Ensanche*. Soudainement au large dans son plan d'*Ensanche*, Barcelone dispose d'un cadre toponymique prédéterminé qu'elle ne remet pas en question : entre 1863 et 1897, c'est à peine si la municipalité change quelques noms de la vieille ville. Cette grande stabilité toponymique contraste fort avec le bouleversement de la nomenclature urbaine à partir de 1897.

La nomenclature urbaine en 1897 est donc grosso modo celle du début du siècle auquel il faut ajouter les rues des quatre quartiers périphériques inclus récemment dans sa commune. En 1897, on compte soit 631 rues au total¹ dont on a pu déterminer les grandes lignes de la répartition des noms selon les catégories suivantes² : noms de personnages historiques, noms de métiers ou bien référant à

¹ 496 rues dans le centre ville de Barcelone (BCN), 56 dans la Barceloneta (BA), 34 dans Hostafrancs (H), 13 dans les Huertas de San Beltran (HSB) et 31 dans La França (LF).

² Nous nous sommes aidés d'un ouvrage ancien : Federico BRAVO MORATA, *Historia de los nombres de las calles de Barcelona*, Fenicia, Barcelona, 1971, 5 vol. Voir également un ouvrage récent indispensable : Jesús PORTAVELLA, *Diccionari nomenclàtor de les vies públiques de Barcelona*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 1996, 597p.

une activité, noms de famille (un terrain offert à la ville par une famille, s'il est viabilisé, porte en général le nom des donateurs), noms topographiques (des lieux-dits essentiellement), noms de bâtiment ou d'édifice remarquable de la ville (C/ Aduana, Cárcel, Claustro, Correo, etc.), noms religieux (noms de religieux, noms de saints, d'église, de couvents, etc.), noms d'événements (C/ Lepanto) et de date (C/ Dos de mayo), noms conceptuels enfin (C/ Constitución). Nous avons mis à part les noms dont l'origine est inconnue ou discutée. Une catégorie diverse comprend les noms difficilement classables (noms d'animaux, de plantes, etc.).

A Barcelone, on peut considérer les résultats comme significatifs car l'échantillon est important et la proportion des noms dont l'origine est certaine représente 70,5% du total. La répartition par catégorie de noms montre le poids considérable de l'héritage de la nomenclature ancienne caractérisée par une forte prédominance des noms religieux (25,9%), des noms de métiers (11,2%) et des noms topographiques et de bâtiment (5,1% et 5,3% respectivement). A l'inverse, les critères modernes de nomenclature ont peu pénétré le centre-ville: 1% de noms d'événement ou de date, 1,6% de noms conceptuels, 10,6% de noms de personnages. Parmi ces derniers (52 noms), on remarque une forte majorité de personnages du XIX^e siècle (33 noms) par rapport à ceux des époques précédentes (époque médiévale : 9 noms; époque moderne : 10 noms). De même, les personnages sont dans leur immense majorité des hommes politiques puisqu'on ne compte parmi eux que deux artistes et deux médecins.

Un autre point important est la proportion de noms en catalan : depuis qu'un décret royal de 1859 oblige à l'usage du castillan, la toponymie urbaine catalane est en cours de traduction. Il existe deux registres de noms définis linguistiquement : le premier, en castillan, pour les noms religieux, les événements, les concepts et une majorité de bâtiments; le second, en catalan pour les noms toponymiques, professionnels et divers¹. Autrement dit, les noms les plus récents sont en castillan et les plus anciens en catalan, excepté les noms religieux. En effet dans ce dernier cas, les noms sont anciens mais ont été castillanisés systématiquement au XVIII^e siècle, en particulier les noms de saints. La castillanisation fut un effort constant qui donna lieu, comme toujours à Barcelone, à des traductions abusives : la rue *Cassador*, du nom d'un évêque, devint la rue *Cazador* (le chasseur en castillan); la rue portant le nom de la famille *Montanyans* fut castillanisée en *Montañans*; la rue *Llibreteria* fut traduite par *Libreteria*, mot inexistant en castillan, etc.. Si la proportion de noms en catalan demeure largement majoritaire sur le total des rues, l'évolution moderne est double : la castillanisation des noms anciens et l'usage du castillan systématique pour les noms récents.

¹ 72% des noms toponymiques, 70% des noms de métiers ainsi que 44% des noms divers et 15% des noms de bâtiment ont une orthographe catalane. Le contraste est grand avec les 5,5% de noms orthographiés en catalan que compte la catégorie religieuse.

Une comparaison effectuée entre ces résultats et ceux obtenus dans d'autres communes de la plaine barcelonaise, Gràcia ou La Barceloneta, permet de dégager les caractères communs de la dénomination urbaine à la fin du XIX^e siècle : usage du castillan, permanence des critères anciens de désignation, lente modernisation du registre de noms, forte prédominance de la sphère religieuse sur la vie publique. A l'origine, chaque village ou ville a pu développé une personnalité propre en baptisant ses rues de noms de famille locaux, de noms topographiques spécifiques et de noms religieux attachés aux lieux. Mais au cours du XIX^e siècle, les critères modernes de nomination s'homogénéisent.

En effet, une étude de Ramon Amigó a examiné la toponymie urbaine en Catalogne entre 1860 et 1900¹. L'analyse recouvre 40 *comarques*, entités administratives catalanes d'aujourd'hui. Les conclusions auxquelles il parvient nous intéressent parce qu'elles mettent en relief l'homogénéité du répertoire dans tout le Principat. Barcelone n'est pas coupée de sa province et le degré d'homogénéité des nomenclatures politiques de la fin du siècle est remarquable : un corpus réduit de noms propres, de concepts et d'événements imprègne la mémoire des Catalans. La tonalité est franchement libérale, de tradition progressiste, plus radicale lorsqu'on s'approche de la Capitale. De plus, les communes agrégées montrent une plus grande sensibilité que le reste du Principat au provincialisme que professait Victor Balaguer qui baptisa *l'Ensanche*. Mais, dans l'ensemble, il faut retenir que la provincialisation des noms de rue va bon train. Barcelone inaugure le processus.

La catalanisation du registre des noms.

Le problème des répétitions de noms, on l'a dit, est réglé avec une extrême lenteur. Les actes municipaux, comme on peut s'y attendre, abondent de protestations des conseillers car toutes les propositions de changement de nom de rue sont suspendues pendant dix années, dans l'attente de la fin des travaux de la commission². L'étude comparative des listes de rue de 1897 et 1910 nous offre l'occasion de déterminer la nature des changements effectués : en étudiant les 305 noms nouveaux qu'a introduits la nomenclature de 1910, nous constatons une forte modernisation de la nomenclature barcelonaise en même temps que s'amorce sa catalanisation³.

¹ L'échantillon porte sur 139 agglomérations, dont 26 sont inférieures à 1000 habitants, 79 ont entre 1000 et 5000 habitants, 10 entre 5 et 10 000 habitants et une seule supérieure à 50 000 habitants. Ramon Amigó, "Qüestió de noms : toponímia i política", in Borja de RIQUER (dir.), *Història dels Països Catalans*, Barcelona, Enciclopèdia Catalana, 1995, vol VII, pp. 106-107.

² Arxiu Administratiu de la Ciutat de Barcelona, (AA), CMP 7-12-1898, 19-04-1899, 19-09, 25-10-1901, 9-6-1903, 26-4-1904, 7-7, 22-11-1906, 7-7, 26-2, 29-8, 5-9, 5-9, 3-12-1907, 5-3, 12-3, 17-3, 11-6, 23-7, 17-9, et 31-8-1908.

³ AA, Obres i Urba nisme, Retolació i numeració de carrers, caixa 22428.

Un classement par catégories (voir graphique) donne une surreprésentation des noms géographiques (43,4%) et des noms de personnages (38,8%)¹. Les critères de nomination ont donc évolué dans le sens d'un renforcement des noms de personnages qui ne représentaient en 1897 que 10,6% de la nomenclature de Barcelone, 16% de celle de Barceloneta, 9,6% de celle de Gràcia.

Les noms à caractère géographique constituent un répertoire totalement nouveau². Sur les 131 noms de cette catégorie, 96 appartiennent à la géographie catalane (soit 73% du total de la catégorie), 17 au reste de la géographie espagnole et 18 à la géographie étrangère. La forte prééminence de référents régionaux est l'indice d'une catalanisation du registre : arpenter les rues de Barcelone revient à parcourir les montagnes, les rivières et les villages de la région. Si l'on considère la vocation didactique des noms de rue, largement soulignée par les auteurs de la *Ponencia de Rotulaci3n*, le guide des rues se transforme en manuel de géographie autant qu'en guide touristique régional. Le bénéfice est double : premièrement, la nomenclature barcelonaise construit dans l'imaginaire collectif de ses usagers l'unité géographique de la Catalogne telle que géographes et excursionnistes s'efforcent de la promouvoir depuis le début de la *Renaixença*. Qu'importe que le passant sache précisément à quelle réalité le nom fait écho; en prononçant ces noms catalans en catalan, le Barcelonais devient le familier d'une langue en même temps que d'un espace. Son horizon mental s'est élargi, certes, mais dans les limites imposées par la politique de mémoire catalaniste.

Deuxièmement, ces noms tissent des correspondances invisibles entre Barcelone et sa "province", renforçant la fonction symbolique de capitale de la première. Ces relations, entre un nom et un lieu perçu comme lointain, paraissent peut-être artificielles aux urbains d'aujourd'hui. Mais les Barcelonais du début du siècle doivent y projeter bien autre chose : parce que 21,5% de la population de Barcelone est d'immigration récente en 1910, de provenance catalane dans son écrasante majorité, ces noms désignent une réalité encore bien tangible. Quelle fierté le paysan du début du siècle récemment débarqué pouvait-il ressentir à constater que son village, la rivière ou la montagne qui l'ont vu naître avaient ici leur trace! Cela l'aide à s'intégrer à cette ville qu'il ignore. Cela l'aide également à comprendre que, malgré son étrangeté, cette ville a une relation forte avec son horizon villageois, que ce village s'inscrit dans un tout plus grand que résume cette ville. Bref, ces noms ont des chances de lui inculquer une idée de la catalanité et de son pays.

¹ On ne trouve que trois noms religieux, deux noms de famille, sept noms de concepts, neuf noms topographiques et un nom de bâtiment. Les noms divers représentent 4% du total et les noms inconnus 8%.

² Pourtant, un arrêté municipal du 30 mars 1880 en avait banni l'utilisation pour les baptêmes de rue afin de ne pas risquer de confondre le nom de la rue et la ville de destination des lettres.

Quant aux noms de personnages, ils sont plus variés qu'en 1897 avec des noms d'étrangers et de l'antiquité gréco-romaine. Le XIX^e siècle espagnol, avec quarante-huit noms, est toujours largement majoritaire avec 60% des noms de personnes identifiables. Les noms nouveaux dessinent une chronologie historique pour le moins décousue : Barcelone se découvre des racines antiques, grecques en particulier. Ces choix sont en accord avec une sensibilité noucentiste¹ qui fait prévaloir une esthétique classique et méditerranéiste. Doit-on rappeler qu'en ces années l'archéologie locale fouille Empuries et redécouvre les richesses de Tarragone ? Un long Moyen-âge continue d'occuper une place de choix. Le paradis perdu d'une Catalogne ayant alors connu ses heures de gloire est peuplé principalement des chefs historiques de la Couronne d'Aragon. Cet héritage des temps romantiques contraste avec un XVIII^e siècle maigrement doté : siècle absent, âge obscur de la Catalogne du décret de *Nova Planta*.

Pour le XIX^e siècle espagnol, les artistes sont deux fois plus nombreux que les hommes politiques, la liste ne mentionnant que quatre scientifiques espagnols. Par rapport à la nomenclature de 1897, il y a là un rajustement sensible des attributions. La culture technique et scientifique n'est guère valorisée au regard des arts, ce qui se traduit par la prééminence d'une conception classique de la culture et de l'éducation. On fait ses humanités en parcourant ce guide de la nouvelle Barcelone. Le panthéon artistique est cependant très ouvert : certes, les écrivains tiennent le haut du pavé, en particulier l'intelligentsia de la *Renaixença*² grossie de la légion des classiques³ et de quelques mercenaires étrangers⁴, mais l'éventail s'ouvre pourtant à de nouvelles sortes d'artistes qu'on ne voyait guère au XIX^e siècle⁵ : peintres, sculpteurs, musiciens et chanteurs, hommes et, - premier exemple d'une timide féminisation du répertoire -, femmes de théâtre.

C'est donc un monde élargi de la culture où les traits d'une relative professionnalisation de l'artiste-intellectuel se font jour. Que le souvenir s'étende désormais à ces personnages signifie d'abord que la définition du grand homme et de son action s'infléchit : le militaire et l'homme politique perdent leur hégémonie au bénéfice de l'artiste-intellectuel à qui l'on reconnaît une place qu'il n'avait pas dans le projet de construction d'un État libéral.

¹ Le noucentisme est le courant politico-culturel qui suit le modernisme. Hégémonique en Catalogne à partir de 1906, il cherche à fonder les racines culturelles d'une race catalane en liaison étroite avec le catalanisme conservateur. On estime que la parution dans les colonnes de *La Veu de Catalunya* du *Glosari* écrit par Eugeni d'Órs marque les débuts du noucentisme.

² Milà i Fontanals, Maspons, Aguiló, Balaguer, Pons y Gallarza, Renart, Piferrer, etc.

³ Aristote, Cicéron, Homère, Horace, Socrate, Virgile, etc.

⁴ Dante, Milton, Voltaire, Verne, Zola, Hugo entre autres.

⁵ Peintres : Goya, Lorenzale, sculpteurs : Vallmitjana, Miquel Ange, Rosendo Nobas, musiciens et chanteurs : Galvany, Mozart, Verdi, Sors, Gayane, hommes de théâtre : Frederic Soler, Hartzenbuch, Matilde Diaz, Soler Roviroso, Teodora Lamadrid.

Si l'on s'intéresse à la tendance politique des personnalités honorées, on constate également une forte poussée régionaliste. Certes, on trouve encore fortement représentés des progressistes, des républicains (Serraclara) et des libéraux des années 1880, aussi bien hommes politiques (Rius y Taulat, Ríos Rosas, Ruiz de Pardón, etc.) qu'écrivains (Julian Romea, Madrazo, Breton de los Herreros, etc.). Avec dix-sept noms, le régionalisme fait une entrée remarquée, avant tout puisés dans le monde de la culture¹. Pour l'heure, la *Renaixença* des années 1840-1860 a conquis le nouveau répertoire et c'est plus tard que les hommes politiques nationalistes y accéderont. Les références à la renaissance culturelle se multiplient aussi pour les noms de concepts (*Autonomia* ou *Regionalisme*) et les noms divers (*Sardana*, *Flors de Maig*, *Gay Saber*, *L'Atlàntida*, *Lengua d'Oc*, *Jochs Florals*).

Le bilinguisme des plaques de rue.

La catalanisation du répertoire s'accompagne à partir de 1906 du bilinguisme des plaques de rue. Le 23 mars 1906 en effet, une motion du régionaliste Lluís Duran i Ventosa, premier secrétaire de la *Lliga* et membre permanent de sa commission d'action politique, propose au conseil municipal "une étude de projet pour remplacer les actuelles plaques de rue de l'*Ensanche* par d'autres de caractère artistique et sur lesquelles on puisse écrire le nom des rues en castillan et en catalan"². L'adoption d'un modèle de plaque aboutit à la rédaction d'une liste comprenant 44 traductions du castillan en catalan³. Pour mener à bien cette réforme, il avait fallu attendre que la *Ponencia de Rotulació* règle définitivement le problème des doublons, ce qui fut fait le 5 septembre 1907. Le retard d'une dizaine d'années a finalement favorisé l'application du bilinguisme dont il n'était pas question avant *Solidaritat*. Les appositions partielles de plaques bilingues aboutissent en 1915-1916 à l'adoption de mesures de portée générale qui préfigurent la grande campagne en faveur de l'officialisation du catalan de 1917.

Si le nom de rue constitue un champ d'application privilégié d'une politique linguistique en cours de définition, ce n'est pas uniquement parce qu'il accroît la valeur d'usage du catalan. Non seulement le catalan renforce la valeur communicative qu'il avait tendance à perdre à Barcelone, mais il acquiert une nouvelle valeur sociale, c'est-à-dire une fonction de distinction vis-à-vis des

¹ Les écrivains Renart, Maspons, Mariano Aguiló, Piferrer, Pons y Gallarza, Víctor Balaguer, les sculpteurs Rosendo Nobas et les frères Vallmitjana, les artistes de théâtre Soler Rovirosa, Federico Soler, les universitaires Milà y Fontanals, Bofarull, Lopez Català, Mariano Cubí et les hommes de presse comme Mañé y Flaquer.

² AA, Exp 9655, fol 284.

³ L'expérience devait se prolonger pour les autres zones de l'*Eixample* en 1908. Les travaux s'étendirent en 1909 aux rues du quartier d'Hostafrancs, puis en 1910 à celles de Huertas de San Beltrán, Pueblo Seco et La Fransa. AA, exp 12655, Reg 365, 1911 et exp 12807, Reg 365, 1911.

castillanophones : en valorisant une langue qui n'était auparavant qu'un stigmate d'infériorité sociale et culturelle, la politique linguistique esquissée à travers les noms de rue vise à inverser un rapport de domination linguistique jusqu'à présent largement en faveur du castillan. Le bilinguisme a donc pour horizon un renversement de la valeur sociale de la langue impliquant une subversion des rapports de force politiques.

Quelque rudimentaire que soit l'indicateur toponymique, l'évolution du registre des noms met donc en valeur une catalanisation de la mémoire.

Construction d'un *pays* symbolique.

La résolution du problème des doublons de noms de rue entre 1897 et 1907 est l'occasion d'unifier l'espace symbolique du pays de Barcelone autour de son centre. On constate en effet une hiérarchisation des espaces en fonction de leur capacité à conserver leur patrimoine toponymique.

394 rues sont affectées par le problème des répétitions, soit un peu moins d'un quart des rues de la nouvelle Barcelone (24,45%). La proportion est énorme. Chaque quartier est inégalement touché : 10.3% des rues du centre ville seulement mais parfois plus de la moitié des rues de certaines zones périphériques¹.

Un seul nom pouvant se trouver répéter sur plusieurs communes à la fois, le nombre de nom de rue répété est bien inférieur au nombre de rues affectées : l'architecte municipal Pere Falqués l'évalue à 144². Dans 27 cas par exemple, le nom est répété entre trois quartiers, dans 18 cas entre quatre, etc. En cas de répétition, chaque quartier se trouve en compétition avec son voisin afin de garder le nom disputé. A la fin du processus de sélection, l'un des quartiers est victorieux. Autrement dit, tous les noms répétés ne changent pas nécessairement.

Pour les quartiers de la périphérie la plus lointaine du centre-ville, la totalité ou la quasi-totalité des noms répétés changent finalement en 1910 (Les Corts, Sant Martí, Sant Andreu, Sant Gervasi et Sants). Les quartiers plus anciens de périphérie proche perdent moins : les 2/3 seulement changent finalement (Hostafrancs, La França, Gràcia, et dans une moindre mesure Barceloneta).

Afin de préciser la nature du phénomène, on peut exprimer mathématiquement la capacité de chaque quartier à retenir un nom qui lui est disputé³. Il en résulte un classement qui montre une inégalité importante des

¹ 44.9% des rues de Sant Andreu, 52% des rues de la Barceloneta par exemple.

² AA, Obres i Urbanisme, Retolació i numeració de carrers, caixa 22438, document du 27/06/1899.

³ Pour ce faire, nous avons décomposé les cas de répétition multiple en autant de doublets. Soit un nom commun à Barcelone (BCN), Sant Gervasi (SG) et Gràcia (GR), il existe trois doublets qui rendent compte de trois affrontements possibles : BCN-SG, BCN-GR et SG-GR. Si Barcelone remporte la mise, le résultat se soldera pour elle à deux victoires (face à Sant Gervasi et Gràcia). Pour Gràcia, on compte une défaite (face à Barcelone) et un affrontement nul (avec Sant Gervasi). Pour Sant Gervasi,

quartiers face aux conflits de dénomination des rues : si les quartiers du centre-ville parviennent à conserver largement les noms disputés, d'autres résistent globalement bien (Barceloneta et Gràcia). Les quartiers périphériques lointains offrent une capacité de rétention quasiment nulle : le dernier quartier de la liste, Las Corts, offre 143 fois moins de résistance que le premier, Barcelone centre-ville!

Ainsi, l'unification de l'espace symbolique se fait largement au détriment des quartiers périphériques à demi ruraux tandis que les noyaux urbains proches mais plus anciens (Gràcia) parviennent à sauver une partie importante de leur nomenclature. Les quartiers agrégés depuis longtemps à Barcelone (Hostafrancs et Barceloneta) sont prioritaires sur tous les autres. En d'autres termes, la mémoire de Barcelone est nettement privilégiée par rapport à celle de ses périphéries, ce qui dénote de la part de la municipalité une vision extrêmement centralisée de l'espace symbolique.

Les acteurs de la construction de l'espace symbolique.

La catalanisation de la mémoire renforce la remarquable cohérence de l'espace symbolique barcelonais. En ultime analyse, cette cohérence d'ensemble renvoie à l'activité d'une société commémorante dont la fonction sociale est de définir la mémoire collective du groupe catalan. Cette perspective n'envisage pas la mémoire dans le sens d'un programme préconçu de manipulation consciente des mémoires individuelles mais bien plutôt comme l'opération par laquelle une partie de la société catalane est amenée à objectiver le passé de la Catalogne en mémoire du groupe catalan et à incorporer cette histoire, reconnue comme commune, par des pratiques commémoratives.

Entre 1897 et 1910, la société commémorante barcelonaise opère une mutation importante. A la fin du XIX^e siècle prédomine un modèle élitare où quelques personnalités s'imposent comme expert de mémoire, c'est-à-dire définissent dans la concertation les grandes lignes de ce qui vaut d'être souvenu et ce qui ne vaut pas d'être remémoré.

Un bon exemple de ce modèle nous est fourni par le comité que la municipalité chargea en 1891 de proposer un stock de noms de rue nouveaux susceptible d'alimenter la politique de dénomination future. Le groupe réunit trois personnes qui, chacune dans leur champ d'activité, ont intérêt à participer à une

une défaite (face à Barcelone) et un affrontement nul (avec Gràcia). Le rapport des victoires sur les défaites donne pour chaque quartier une valeur indicative de sa capacité à conserver un nom :

C-ville	Hostaf.	Barcel	Gràcia	StMarti	França	Sans	StAndr	StGerv.	L.Corts
11,5	5,16	1,55	0,98	0,59	0,5	0,37	0,3	0,14	0,08

entreprise légitimante. Joaquim Rubió i Lluch¹, patriarche du mouvement culturel de la Renaixença, est la caution morale du groupe. Eusebi Güell, le magnat industriel, le mécène d'Antoni Gaudí, joue un rôle plus que central dans la structuration de la bourgeoisie catalane autour de valeurs conservatrices, catalaniste et religieuse². Enfin, Frederic Soler, dit Pitarra, est un auteur prolifique du théâtre catalan : le tenant provocateur d'une culture populaire proche du catalan de la rue, *el català com es parla ara*, (littéralement : le catalan comme on le parle de nos jours), a lui aussi évolué vers un catalanisme bon teint. Le succès sans pareil des premières compositions, - *Les Joies de la Roser* en 1866 sont la plus célèbre, s'est éteint. Et le jeune auteur dramatique qui moquait les bourgeois des Jeux Floraux s'est depuis longtemps réconcilié avec eux³.

En bref, le comité réunit les *meilleurs* des représentants possibles afin de rendre le projet performant. Le comité monumental est par essence élitiste, si bien que la présence de telle ou telle personnalité dépend étroitement du degré de cohésion et de hiérarchisation interne du champ social qu'elle représente : intellectuel pour Rubió, économique pour Güell, artistique pour Soler. Mais, par un

¹ A 73 ans, Rubió i Ors fait figure de patriarche ; jeune, il se fait connaître pour les poésies qu'il publie en 1839 dans le *Diario de Barcelona* sous le pseudonyme de *Lo Gayter del Llobregat*. Sa renommée dépasse celle d'Aribau lorsqu'en 1841, il propose de promulguer "l'indépendance littéraire de la Catalogne", sans aborder bien entendu le thème de la souveraineté politique. Sa poésie est couronnée la même année par l'Académie des Belles Lettres pour le poème épique de *Roudor de Llobregat* qui raconte l'épopée catalane en Orient. Tourné vers l'enseignement universitaire de l'histoire, Rubió participe à la restauration des Jeux Floraux en 1859 avec ses amis Balaguer, Pons i Gallarza et Milà i Fontanals. Il préside la réunion poétique à nouveau en 1890. Son idéal chrétien, conservateur et farouchement catalaniste le rapproche de l'idéologie d'Eusebio Güell.

² L'autre grande figure qui marque le plus constamment la scène commémorative est celle d'Eusebi Güell, le richissime industriel catalan, dont on reconnaît la tutelle sur pas moins de sept projets de monuments. Josep Maria Lahuertas a déjà attiré l'attention sur l'apolitisme trompeur qu'affiche Eusebi Güell : après de brèves incursions dans l'action politique au début de la Restauration, - il fut conseiller de la ville en 1875 et député provincial de Gràcia en 1877 -, Güell se retire apparemment de toute activité directe. Par la suite, on ne retrouve plus son nom lié aux étapes qui conduisent à l'institutionnalisation politique du catalanisme conservateur. Mais limiter son action politique à l'exercice de ces charges serait une grave erreur : l'apolitisme de Güell sert une éthique très aristocratique du service, où la seule présence du richissime industriel suffit à donner sa valeur à une entreprise. Occuper ces postes symboliques permet de légitimer un projet par un don généreux de sa personne, de son nom. La présence insistante de Güell dans les comités répond à une stratégie d'aristocratisation de la société autour du patriarche industriel, rendant son efficacité politique inversement proportionnelle à sa présence réelle. Présider les Jeux Floraux, discourir à l'Académie de Sant Jordi, acheter une oeuvre d'art ou commander un palais, patronner un monument : telles sont les différentes facettes d'une même manière de faire de la politique.

³ Aux côtés de Valentí Almirall pour fonder le catalanisme progressiste au début des années 1880, intervenant régulièrement dans les Congrès Catalanistes des années suivantes, Soler est directement à l'origine de la rédaction du *Memorial de Greuges*, en 1885, premier manifeste du catalanisme politique. Mais à 52 ans en 1891, c'est un homme déjà brûlé par ses succès de jeunesse, aigri par la popularité grandissante d'un autre grand auteur dramatique, Angel Guimerà. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que l'oeuvre de Soler, connu souvent sous son pseudonyme, *Pitarra*, s'inscrit pleinement dans l'entreprise de mythologisation de la société barcelonaise que poursuit la *Renaixença*.

effet de retour justifié, la participation à un comité monumental assure une sorte de prestige social qui conforte la position dominante de l'expert.

La société d'expert qu'on dessine là, où la représentativité est le principe directeur de l'organisation sociale, est une société d'autorité. La parole prescriptive de l'expert est une parole de poids qui entend plier l'ensemble du corps social à sa raison particulière

La catalanisation de la mémoire signifie la fin du règne des "faiseurs de mémoire". Les années 1890, celles du modernisme, ont accentué la crise de la société ancienne : l'expert, sans disparaître, change de profil. Les comités se peuplent de "professionnels" de la mémoire dont le métier les prédispose à participer plus amplement à la politique des toponymes. L'historien d'abord, sorte de professionnel du rapport au passé (la présence de Carreras Candi à la tête de la *Ponencia de rotulació* n'est pas fortuite), le bureaucrate municipal ensuite qui est membre d'une administration qui tend à se rendre autonome et à fabriquer ses propres archives et son propre savoir-faire en matière de nom urbain. La professionnalisation de l'intellectuel au sein d'institutions stables (municipalité, centres d'archives, bibliothèques, etc.) entraîne une relative indépendance du champ de compétence des experts de mémoire par rapport au reste de la société : en somme, c'est une activité sociale à part entière qu'on voit se constituer dans les premières années du XX^e siècle.

En outre, un nouveau principe participatif introduit un changement de nature de la commémoration : le nombre et la quantité de gens mobilisés importent plus que la qualité des participants. Le critère primordial de la mémoire devient sa *popularité* et la commémoration démocratique.

La pétition est l'un des signes les plus manifestes de cette démocratisation. De 1860 à 1930, les archives municipales gardent les traces de 88 pétitions concernant les noms de rue. Globalement, le rythme pétitionnaire augmente, attestant d'une véritable prise de parole¹.

Au début, les pétitions sont le fait, soit de personnalités qui mettent en avant leur qualité, soit de plusieurs propriétaires importants qui signent ensemble². En 1895 apparaît la première association de propriétaires regroupant les habitants de six rues de la Barceloneta. Les propriétaires font patronner leur pétition par une association représentative de leurs intérêts. Lorsque les archives les indiquent, le comptage des signatures permet de déterminer l'ampleur grandissante de ce type de mobilisation, au moins jusqu'aux années 1920³.

¹ 6 pétitions pour 1860-9, 3 pour 1870-9, aucune pour 1880-9 (les lacunes de l'archivage sont sans doute en cause), 6 pour 1889-1907, 9 pétitions pour 1907-1910, 21 pétitions pour 1911-1920, 39 pétitions pour 1921-1930.

² En février 1898 par exemple, la Mère Supérieure de l'Asile San José plaide pour un changement de nom.

³ En 1907, une pétition de la rue Burriana rassemble 26 habitants. En 1909, ceux qui s'élèvent contre le nom de Fasthenrath, l'éminent hispaniste allemand, sont au nombre de 106. En 1910, 89 pétitionnaires

A partir de 1910, on voit apparaître au bas des pétitions des unions d'associations et non plus d'habitants. La première, en 1910, rassemble deux associations en faveur du nom de Lequerica, du nom du député des Amériques aux Cortes de Cadix en 1812. La plus importante pétition reçue réunit 25 associations (soit 1752 signatures) en faveur du nom de Fabra y Puig, un industriel du textile. L'union associative a un impact plus important par le nombre de signatures et le prestige des entités que l'association de quartier. Le glissement de l'initiative du groupe d'individus au rassemblement d'associations montre un degré plus complexe d'organisation sociale.

Cette force de mobilisation peut générer des conflits : c'est le cas en 1915 lorsqu'une association chorale, les Choeurs de Clavé, se heurte aux habitants de la rue Ancha qui refusent de débaptiser leur rue¹. Il serait donc faux d'assimiler nécessairement l'expression de l'associationnisme à celui d'une voix populaire.

Les pétitions peuvent mettre en oeuvre des stratégies de persuasion : l'appui du conseiller municipal qui dirige l'arrondissement, le *Teniente de Alcaldia*, est précieux. Une autre stratégie consiste à attendre les meilleures conditions politiques pour voir triompher sa demande : en novembre 1923, les habitants de l'ancienne rue Santa Madrona expriment leur joie de voir instaurer la dictature; ils demandent la suppression du nom du général Moragas, héros du siège de Barcelone en 1714, expliquant qu'ils ne manifestèrent jamais aucune plainte, "persuadés de l'inutilité de raisonner sous le régime précédent". Une troisième stratégie consiste à revêtir sa demande de plusieurs tenues : en 1920, les 171 habitants de la rue Claveguera ("l'égout" en catalan) n'obtiennent pas gain de cause. En 1926, ils réitérèrent la demande de changement par l'intermédiaire de la puissante *Cámara Oficial de la Propiedad Urbana*.

La stratégie du nombre peut être évaluée à la lumière de ses résultats : on sait d'abord que la pétition, qu'elle que soit son issue, représente une proportion faible et stable du total des initiatives d'altérations des noms : soit 15,6% entre 1907 et 1923, 15,5% de 1923 à 1930. Si les Barcelonais prennent bien la parole, leurs voix reste comptent moins que celle de l'administration, principale promotrice de mémoire. Cependant, la proportion de réponses favorables à une pétition s'élève à 80% entre 1860 et 1898, 73% entre 1907 et 1923, et seulement 57% sous la dictature (1923-1930). La pétition est un bon moyen de pression même s'il perd en efficacité. Globalement, la stratégie du nombre est payante.

demandent la conservation du nom de Ferran VII à la principale artère commerçante de Barcelone. En 1916, 64 habitants s'assemblent pour proposer le nom de Torrent de l'Olla; en 1917, 151 signatures pour proposer le nom de Deu y Mata et en 1920, 171 pour rejeter celui de Claveguera. Dans les années vingt, le comptage ne fait état que de 65 signatures en 1922, 32 habitants en 1923, 10 en 1925, 56 et 25, 20 et 13 en 1927

¹C'est encore le cas en 1922 lorsque le Centre Aragonais doit vaincre la résistance des habitants de la rue où siège l'entité afin d'imposer le nom de Joaquim Costa.

La pétition est donc à l'image de cette prise de parole d'une partie de l'opinion publique en voie de formation et qui prétend gérer la mémoire de la collectivité.

Conclusion

En conclusion, la catalanisation des référents au passé accompagne la modernisation des critères de dénomination et l'élaboration d'un espace symbolique unifié et strictement hiérarchisé autour du centre-ville. On peut légitimement parler de l'élaboration d'un espace symbolique structuré, un pays barcelonais.

Le contenu idéologique des toponymes change selon les aléas de la vie politique catalane et le profil générique du nom de rue évolue sensiblement le portrait-robot de la personnalité commémorable est un homme, espagnol et surtout catalan, né au XIX^e siècle, plus particulièrement dans sa seconde moitié, bourgeois et barcelonais, plus volontiers artiste que homme politique, plus souvent républicain ou catalaniste conservateur que monarchiste. Le héros ainsi dessiné perd de son exceptionnalité : désormais, on préfère au glorieux militaire le laborieux travailleur de la cause nationale, le notable presque anonyme d'une nationalisation catalane, l'inventeur patient de la culture nationale. La fin du héros ou l'avènement du héros médiocre, comme on le voudra, a quelque chose à voir avec la démocratisation de la société commémorante. En effet, la mutation des cadres identitaires sur le plan symbolique reflète la transformation de la société commémorante. Les voies par lesquelles la société catalane construit son passé en signe identitaire change : des pans entiers de la société s'invitent désormais à participer au jeu des politiques de mémoire.